

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**AXA HOME LOAN SFH**

Société Anonyme au capital de 90 000 000 euros  
Siège social : 203/205, rue Carnot, 94138 Fontenay-sous-Bois Cedex  
849 148 036 R.C.S. Créteil

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

**Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Annuelle Mixte du 21 mai 2025**

**I. — Bilan**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Caisse, Banques centrales		501	
Effets publics et valeurs assimilées	2		995
Créances sur les établissements de crédit	1	3 344 095	3 839 683
Opérations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Immobilisations incorporelles	4	2	214
Immobilisations corporelles			
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	7.1	305	370
Comptes de régularisation	7.2	13 680	15 979
<b>Total</b>		<b>3 358 583</b>	<b>3 857 241</b>

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Banques centrales, C.C.P.			
Dettes envers les établissements de crédit	5		
Opérations avec la clientèle			
Dettes représentées par un titre	6	3 252 427	3 753 173
Autres passifs			
Comptes de régularisation	7.2	2 313	2 918
Provisions			
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	8	103 843	101 150
Capital souscrit		90 000	90 000
Primes d'émission			
Réserves		559	420
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		10 591	7 960
Résultat de l'exercice		2 693	2 770
<b>Total</b>		<b>3 358 583</b>	<b>3 857 241</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Engagements sur titres			
Engagements reçus		3 737 547	4 312 552
Engagements de financement			
Engagements de garantie	3.2	3 737 547	4 312 552
Engagements sur titres			
Instruments financiers à terme			

**II. — Compte de résultat**

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Intérêts et produits assimilés	9	14 463	15 743
Intérêts et charges assimilées	9	-9 414	-10 194
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)			
Commissions (charges)		-5	-6
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	16	1	-3
Autres produits d'exploitation bancaire		6	
Autres charges d'exploitation bancaire	11		-1
Produit net bancaire		5 050	5 538
Charges générales d'exploitation	12	-1 192	-1 454
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et c 13		-213	-244
Résultat brut d'exploitation		3 645	3 840
Coût du risque			
Résultat d'exploitation		3 645	3 840
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-15	
Résultat courant avant impôt		3 630	3 840
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	15	-938	-1 070
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		2 693	2 770

**III. — Tableau de flux de trésorerie**

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Résultat avant impôts	3 630	3 840
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et provisions	213	244
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		
Résultat net des activités d'investissement		
Résultat net des activités de financement	-1	-3
Autres mouvements		
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	212	241
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-5 049	-5 535
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	15	
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	8 067	2 741
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Impôts versés		
Diminution/ (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	3 033	-2 794
Total flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	6 875	1 287
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		
Flux liés aux dettes et créances collatérales relatives aux opérations de prêts de titres et assimilés		
Total flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		
Total flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	6 875	1 287
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	82 464	81 178
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (*)		
Solde net des comptes ordinaires, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	89 339	82 464
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (*)	501	
Solde net des comptes ordinaires, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)	88 838	82 464
Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie	6 875	1 287

#### IV. — Notes annexes aux états financiers

##### Principes comptables généraux

Les comptes sociaux d'AXA Home Loan SFH ont été établis conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatifs aux comptes des entreprises du secteur bancaire et conformément au règlement n°2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014. La société a été constituée le 14 mars 2019. Les comptes sont établis en euros.

##### **Intégration fiscale**

En France, le taux normal de l'impôt sur les bénéfices est de 25.00 % sur la totalité du résultat fiscal. Les plus-values à long terme (hors plus-values sur les sociétés à prépondérance immobilière) sont exonérées d'impôt sur les sociétés. Les plus et moins-values réalisées sur les titres en portefeuille sont soumises au régime d'imposition de droit commun, soit 25.00 %, excepté celles réalisées sur les titres de participation qui bénéficient du régime des plus-values à long terme. La contribution sociale sur les bénéfices (CSB) constitue une contribution additionnelle à l'IS. Elle s'élève à 3,3 % de l'IS dont s'est acquitté la société.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

AXA Home Loan SFH est intégrée fiscalement dans le groupe fiscal AXA depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

##### **Appartenance à un groupe et périmètre de consolidation**

Entreprise qui établit les états financiers consolidés d'un ensemble d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale	Nom	Siège	SIREN
Ensemble le plus grand	AXA	25 avenue Matignon 75008 Paris	572 093 920
Ensemble le plus petit	AXA Banque	203-205 rue Carnot 94138 Fontenay-Sous-Bois	542 016 993

##### **Frais d'établissement**

Les frais de constitution de la société pouvant être qualifiés d'actifs ont été immobilisés en frais d'établissement. Il s'agit des frais rattachés à des opérations qui ont conditionné l'existence et le développement de la société. Les frais d'établissement sont amortis sur une durée de 5 ans.

##### **Créances sur les établissements de crédit et la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours :

- Créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ;
- Créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale au bilan. Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

##### **Titres**

Les titres regroupent les bons du trésor, les titres du marché interbancaire et autres titres de créances négociables, les obligations et autres titres à revenu fixe, les actions et les autres titres à revenu variable.

Ils sont classés pour leur comptabilisation et leur évaluation en fonction de leur intention de gestion : titres de placement, titres d'investissement, titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres de l'activité de portefeuille et titres de transaction.

Les titres au bilan de la société sont classés dans la catégorie titres de placement. Dans cette catégorie, les titres sont évalués au prix d'acquisition.

Les intérêts courus non échus sont comptabilisés au résultat en contrepartie d'un compte de créances rattachées à l'actif du bilan.

Les primes ou surcotes résultant de l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres font l'objet d'un étalement prorata temporis selon la méthode actuarielle au compte de résultat.

A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes dues à la différence entre la valeur comptable (corrigée des amortissements des primes et surcotes) et le prix de marché des titres font l'objet d'une provision pour dépréciation, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

**Amortissement des Immobilisations**

Les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement, selon le mode linéaire, d'une durée de 5 ans pour les frais d'établissement et d'une durée de 3 ans pour les logiciels et licences.

**Dettes représentées par un titre**

Les émissions d'obligation de financement à l'habitat (« OFH ») constituent des dettes représentées par des titres et sont classées dans la catégorie des emprunts obligataires.

Les émissions sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les primes de remboursement et les primes d'émission ont un caractère de complément de rémunération et sont amorties linéairement sur la durée de vie des titres concernés, dès la première année, prorata temporis. Elles figurent au bilan dans des comptes de régularisation.

Les intérêts relatifs aux obligations sont comptabilisés au résultat pour leur montants courus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels en contrepartie d'un compte de dettes rattachées au passif du bilan. Les frais d'émission sont étalés sur la durée de vie des obligations.

**Opérations hors-bilan**

Les créances remises en pleine propriété à titre de garantie sont enregistrées en hors-bilan dans un compte de garanties reçues.

**Evènements postérieurs à la clôture**

Aucun évènement postérieur à la clôture n'a eu lieu.

## Informations sur le Bilan et le Compte de résultat

## Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	89 338		89 338	82 953		82 953
Prêts, valeurs reçues en pension		3 250 000	3 250 000		3 750 000	3 750 000
Créances rattachées		5 257	5 257		6 729	6 729
Total	89 338	3 255 257	3 344 595	82 953	3 756 729	3 839 683

## Note 2. – Opérations sur titres

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus						
Créances rattachées				996		996
Total brut				996		996
Dépréciations				-1		-1
Total net				995		995
Plus et moins values latentes				1		1

## Note 3. – Opérations avec les entreprises liées

**Note 3.1. – Bilan**

(En milliers d'euros)	<3mois	1 an < D < 5 ans	D > 5ans	Dettes et créances rattachées	Total
Actif					
Créances sur établissements de crédit		2 000 000	1 250 000	5 257	3 344 095
A vue	88 838				88 838
A terme		2 000 000	1 250 000	5 257	3 255 257

Créances sur la clientèle					
Créances commerciales					
Autres concours à la clientèle					
Comptes ordinaires débiteurs					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Passif					
Dettes envers les établissements de crédit					
A vue					
A terme					
Opérations avec la clientèle					
Comptes d'épargne à régime spécial					
A vue					
A terme					
Autres dettes					
A vue					
A terme					
Dettes représentées par un titre		2 000 536	1 249 464	2 427	3 252 427
Bons de caisse					
Créances négociables					
Emprunts obligataires		2 000 536	1 249 464	2 427	3 252 427

### Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
Actif				
Créances sur établissements de crédit	2 000 000	1 250 000	5 257	3 344 095
A vue				88 838
A terme	2 000 000	1 250 000	5 257	3 255 257
Créances sur la clientèle				
Créances commerciales				
Autres concours à la clientèle				
Comptes ordinaires débiteurs				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit				
A vue				
A terme				
Opérations avec la clientèle				
Comptes d'épargne à régime spécial				
A vue				
A terme				
Autres dettes				
A vue				
A terme				
Dettes représentées par un titre	2 000 536	1 249 464	2 427	3 252 427
Bons de caisse				
Créances négociables				
Emprunts obligataires	2 000 536	1 249 464	2 427	3 252 427

### Note 3.2. – Hors-Bilan

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement		
En faveur des établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements de garantie		
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle		

Engagements sur titres		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus	3 737 547	4 312 552
Engagements de financement		
Reçus des établissements de crédit		
Engagements de garantie	3 737 547	4 312 552
Reçus des établissements de crédit	3 737 547	4 312 552
Engagements sur titres		
Autres engagements reçus		

## Note 4. – Immobilisations

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Immobilisations incorporelles				
Montant brut	1 267			1 267
Amortissements	-1 053	-213		-1 266
Montant net	214	-213		2
Immobilisations corporelles				
Montant brut				
Amortissements				
Montant net				

## Note 5. – Dettes envers les établissements de crédit (néant)

## Note 6. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023
	Principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse	3 250 000	2 427	3 252 427	3 753 173
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables				
Emprunts obligataires				
Total	3 250 000	2 427	3 252 427	3 753 173

## Note 7. – Comptes de régularisation et autres actifs / passifs

**Note 7.1. – Autres actifs et passifs**

Autres actifs (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Etat	144	
Prime épargne-logement		
Impôts différés actifs		
Opérations sur titres		
Primes versées sur instruments conditionnels achetés		
Dépôts de garantie versés	150	
Autres débiteurs divers	11	
Capital souscrit non appelé		
Total	305	370

**Note 7.2. – Comptes de régularisation actifs et passifs**

Comptes de régularisation - Actif (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs à l'encaissement		
Comptes d'ajustement		
Primes émission TCN et emprunts obligataires	9 728	10 968
Autres charges à répartir	3 837	4 951

Charges constatées d'avance	114	60
Dont soultes sur prêts		
Produits à recevoir		
Comptes de régularisation divers		
Total	13 680	15 979

Comptes de régularisation - Passif (En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement		
Produits constatés d'avance	1 967	2 382
dont primes d'émission sur emprunts obligataires	1 967	2 382
dont soultes sur prêts		
Charges à payer	346	511
Comptes d'ajustement		
Comptes de régularisation divers		25
Total	2 313	2 918

## Note 8. – Capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Affectation résultat exercice précédent	Variation de l'exercice	31/12/2024
Capital	90 000		0	90 000
Prime d'émission				
Total réserves	420	139	0	559
Réserve légale	420	139		559
Réserves facultatives et statutaires				
Réserves plus-values à long terme				
Autres réserves				
Provisions réglementées				
Ecart de réévaluation				
Report à nouveau créditeur	7 960	2 631	0	10 591
Report à nouveau débiteur	0			0
Résultat de l'exercice	2 770	-2 770	2 693	2 693
Dividendes versés				
Total	101 150	0	2 693	103 843

Le capital est composé de 100 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 900 euros soit un capital de 90 000 milliers d'euros.

## Note 9. – Intérêts et charges ou produits assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	13 986		15 327	
Opérations avec la clientèle				
Obligations et autres titres à revenu fixe	62	-9 414	5	-10 194
Autres opérations	415		411	
Total	14 463	-9 414	15 743	-10 194

## Note 10. – Commissions (néant)

## Note 11. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Activités bancaires	6			-1
Activités non bancaires				



Autres				
Provisions risques et charges d'exploitation				
Total	6			-1

## Note 12. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts et taxes		39
Contribution sociale de Solidarité des sociétés (C3S)		
Contribution Economique Territoriale (CET - CVAE & CFE)		39
Services extérieurs	1 192	1 415
Total	1 192	1 454

## Note 13. – Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles		
Immobilisations incorporelles	213	244
Total	213	244

## Note 14. – Honoraires des commissaires aux comptes

(En milliers d'euros)	KPMG 31/12/2024	EY 31/12/2024	PwC 31/12/2024
Certifications de comptes individuels et examen limité	15	15	30
Services autres que certification des comptes (1)			
Total	15	15	30

(1) Les prestations fournies couvrent les SACC fournis à la demande de l'entité, correspondant aux lettres de confort dans le cadre d'opérations de marché d'AXA Home Loan SFH.

## Note 15. – Ventilation de l'impôt

(En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Impôt sur les sociétés	Crédit impôt	Résultat après impôts	Résultat après impôts (31/12/2023)
Résultat courant	3 630	938		2 693	3 840
Résultat exceptionnel					
Total	3 630	938		2 693	3 840

## Note 16. – Ventilation des gains ou pertes sur opérations sur titres de placement et assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations sur titres de placement		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Dotations aux dépréciations		33
Reprises des dépréciations	-1	-30
Autres opérations sur IFT	-1	3

**V. — Affectation du résultat**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit 2 770 K€, de la manière suivante :

Résultat bénéficiaire de l'exercice :	2 693 K€
Dotation au Report à Nouveau antérieur négatif :	0 K€
Dotation à la Réserve Légale :	135 K€
Bénéfice distribuable :	2 558 K€
Affectation au compte Report à Nouveau :	2 558 K€

A la suite de cette affectation, le compte Report à Nouveau sera ainsi porté de 10 591 K€ à 13 149 K€ et les capitaux propres de la Société s'élèveront à la somme de 103 843 K€.

L'assemblée générale constate, conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'il n'y a pas eu de distribution de dividende au titre des trois derniers exercices.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

**VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels****Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AXA Home Loan SFH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4 et L. 22-10-10 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

**Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société AXA Home Loan SFH par votre assemblée générale du 23 mai 2024 pour le cabinet KPMG S.A. et du 23 mai 2022 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la première année de sa mission et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la troisième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise  
relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 30 avril 2025  
Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.  
Sophie Meddouri

ERNST & YOUNG Audit  
Olivier Durand

### **VII. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.